

## TRANSPORTS

# Jean-Paul Lecoq veut redonner au port du Havre la place qui lui revient

À la faveur des assises de la mobilité prévues à l'automne, le député PCF de la Seine-Maritime a saisi Édouard Philippe pour que le gouvernement prenne la mesure du caractère stratégique national des enjeux portuaires.

**L**es assises de la mobilité, prévues à la rentrée par le ministère des Transports, devront compter avec les enjeux portuaires. Jean-Paul Lecoq, député communiste de Seine-Maritime, a saisi en ce sens le premier ministre, Édouard Philippe, qui fut maire du Havre avant d'occuper Matignon. Dans une lettre datée du 20 juillet, le parlementaire rappelle que les précédents gouvernements ont refusé de doter le port normand des investissements nécessaires à son avenir, alors même que le complexe industrialo-portuaire « compte 32 000 emplois, dont 14 400 dans le maritime et le portuaire ».

## Pour des transports plus propres, il faut une volonté politique

L'élu sollicite donc le premier ministre, contre qui il a déjà bataillé lorsque tous deux siégeaient à la communauté de l'agglomération havraise (Codah), afin que la question de l'investissement portuaire fasse l'objet d'un traitement tout particulier dans la loi de programmation sur les transports engagée à partir de 2018. Jean-Paul Lecoq pointe notamment la faible part du trafic combiné ferroviaire (4,4 % du trafic global du port du Havre), alors même que celui-ci pourrait concourir à « minimiser l'empreinte écologique du port ».

De la même manière, le député rappelle le déséquilibre manifeste entre les 2 milliards d'euros prévus pour le financement du canal Seine-Nord – qui ouvre la porte aux ports concurrents de l'Europe du Nord – et les 300 millions d'euros seulement



Avec ses 32 000 emplois, le complexe portuaire de la ville doit se doter des investissements nécessaires à son avenir. Damien Meyer/AFP

débloqués par l'État en faveur de l'axe Seine. Un renforcement autour du fleuve permettrait pourtant de désengorger le trafic routier, qui avale à lui seul 87 % des marchandises traitées au port du Havre.

Cette absence d'investissements à la hauteur de l'enjeu national que constituent les ports français, et notamment le premier de Normandie, est également pointée de-

puis longtemps par la fédération nationale CGT des ports et docks, qui déplore une superposition de politiques locales et l'absence de stratégie nationale. L'organisation syndicale alerte en outre sur le fait que la route constitue un mode de transport « plus accidentogène, aux externalités négatives importantes (pollutions), aux coûts d'entretien pour la collectivité

invisibles, mais répercutés dans les dépenses publiques ».

« Au Havre, ce sont 5 000 camions par jour qui passent par l'écluse François-1<sup>er</sup> » (du nom du fondateur du port il y a tout juste 500 ans), témoigne Johann Fortier, secrétaire général du syndicat CGT des dockers du Havre, qui ajoute que si l'on veut des transports plus propres, il faut des investissements et une volonté politique. Il s'agit aussi, pour la fédération CGT des ports et docks, de sortir du paradoxe où « la circulation des marchandises déchargées ailleurs est toujours plus importante alors que des transporteurs ferroviaires sont en difficulté économique (Fret SNCF, Euro Cargo Rail, etc.) ».

## « L'État a le devoir de se positionner sur le sujet »

Au diapason avec les revendications des portuaires et dockers, Jean-Paul Lecoq ajoute que « la France est le deuxième pays au monde en contact avec la mer » et que, par conséquent, « l'État a le devoir de se positionner sur le sujet ». Et d'ajouter comme une facétie : « L'ancien maire du Havre devrait connaître les enjeux portuaires, mais pas sûr que le premier ministre et son administration s'en soucient. » Pour rappeler la « priorité nationale » de ces questions et proposer des investissements à la hauteur, le député PCF va conduire une délégation avec des élus locaux et différents acteurs portuaires du Havre auprès d'Édouard Philippe. ●

OLIVIER MORIN

LES PORTS CONCURRENTS D'EUROPE DU NORD UTILISENT LE TRAFIC FERROVIAIRE À HAUTEUR DE 10 % À 30 %.

Un hors-série de référence

Philosophes, historiens, sociologues reviennent longuement sur cet événement majeur fondateur.

**Dossier:** « Au cœur des archives filmées de la révolution »

**Portfolio:** « L'affiche, étendard de la révolution »

Je souhaite recevoir le hors-série « Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ? » à 9 euros + 1 euro de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit : 10 € x ..... exemplaire(s) = ..... euros.

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

Renvoyer impérativement ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à : l'Humanité/Service diffusion militante, 3, rue du Pont-de-l'Arche, 37550 Saint-Avertin. Téléphone : 01 55 84 40 30.

HQ 22230

En vente sur l'Humanité.fr

